L'Anarcho-Syndicaliste n°19
novembre 1977
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

DU COMPROMIS HISTORIQUE A LA RUPTURE DE L'UNION DE LA GAUCHE...

«L'Anarcho-Syndicaliste» a, seul, pendant des mois et des mois, mené campagne contre les Conseils d'Ecole.

Certains camarades avaient sous-estimé, à la fois, le caractère néo-corporatiste de cette institution et la volonté de résistance des instituteurs concrètement confrontés avec la volonté de l'Etat et des appareils qui le soutiennent de mettre en place les conseils d'Ecole.

Pour diner avec le diable, il faut une longue cuillère.

Dans leurs indispensables contacts avec les appareils, les révolutionnaires doivent faire preuve de beaucoup de prudence. Aucune considération de tactique ne saurait conduire à remettre en cause les principes fondamentaux au nombre desquels figure, au premier rang, la nécessité de l'indépendance de classe des organisations ouvrières.

Il nous faut également souligner que, sans sous-estimer les illusions que certains travailleurs nourrissent à l'égard «des jeux et des ris» du parlementarisme, nous ne sommes plus, malgré tout, en 1934 et la classe ouvrière, riche d'une longue expérience se laisse moins facilement duper.

Mais cela ne suffit pas. Les illusions elles-mêmes peuvent parfois conduire à des débordements. L'appareil international du stalinisme ne peut prendre le moindre risque de laisser s'ouvrir une situation révolutionnaire en Europe.

Au compromis historique italien qui permet au P.C. italien de soutenir le très réactionnaire Andréotti répondent le soutien du P.C. à la monarchie espagnole, l'union nationale au Portugal et... la rupture de l'Union de la Gauche en France, qui, en raison même des illusions qu'elle pouvait susciter chez les travailleurs, ne peut plus être assumée par les staliniens qui vont, n'en doutons pas très prochainement nous proposer une quelconque Union du Peuple Français.

Pour l'instant, militants du P.C. et du P.S. s'invectivent et les staliniens n'ont guère le loisir de s'occuper de nous. Mais là également, il ne faut nourrir aucune illusion. A un moment ou à un autre, l'offensive se dirigera inéluctablement contre ceux d'entre nous qui s'efforcent de maintenir l'indépendance de classe des syndicats.

Dans l'Enseignement, à propos de la lutte contre les conseils d'école, militants de l'O.C.I., Anarcho-syndicalistes, Réformistes se sont retrouvés sur une ligne commune. Il ne saurait être question de gommer les divergences qui nous séparent des Trotskystes ou des Réformistes. Mais dans la période que nous allons traverser, il serait vain de se contenter de ressasser des querelles vieilles d'un demi-siècle et que l'histoire se chargera d'arbitrer.

Quelles que soient, par ailleurs, leurs divergences, les militants ouvriers qui veulent maintenir l'indépendance des syndicats doivent se retrouver dans un courant lutte de classe. Tel est le sens du combat que les Anarcho-Syndicalistes, regroupés à l'U.A.S. mènent dans la F.E.N. et dans la CG.T.-F.O.

Alexandre HEBERT.

NON AUX CONSEILS D'ECOLE

Refus de siéger - Abrogation:

Telles sont les positions prises par le Conseil syndical du S.N.I.-P.E.G.C. de Loire-Atlantique qui organise une campagne de pétitions débouchant sur une manifestation à laquelle sont invités tous les instituteurs et les organisations soutenant le C.D.A.L.

Au Conseil syndical du 28 septembre, à Nantes, une quinzaine de directeurs d'école viennent exprimer leur désarroi devant la surcharge de travail occasionnée par la mise en place des conseils d'Ecole et manifestent leur opposition de principe à cette institution. Le bureau départemental rappelle alors ses critiques formulées l'an dernier à rencontre des conseils d'Ecole et propose la motion suivante que le conseil syndical adopte à l'unanimité **(*)**:

«Le Conseil syndical du S.N.I.-P.E.G.C. de Loire-Atlantique, réuni le 29 septembre 1977,

- après avoir entendu les directeurs de Rezé,

- après une analyse des attributions des Conseils d'Ecole et Comité de Parents, qui confirme les prises de position du C.S. de l'an dernier,

- après avoir étudié les multiples tâches qui incombent aux directeurs, demande aux directeurs et directrices de toutes les écoles du département de suspendre toute opération de mise en place de ces comités en l'attente de nouvelles consignes syndicales.

Le S.N.I.-P.E.G.C. s'opposent à toute pression d'où qu'elle vienne».

En même temps le bureau départemental convoquait une assemblée générale des directeurs et responsables syndicaux.

Lors de cette réunion nous sommes intervenus pour souligner que nous ne nous réclamions aucunement du principe de la «gestion tripartite» dont, à l'époque de l'ancienne tendance «Ecole Emancipée», nous avions dénoncé le caractère ambigu et dont la nature corporatiste se manifeste aujourd'hui. Nous avons demandé au bureau départemental de caractériser clairement le Conseil d'Ecole et de prendre position pour l'abrogation de cette structure. Nous insistions également pour que le bureau élargisse la campage d'explication en direction des organisations soutenant le C.D.A.L. en les invitant à un meeting de protestation.

On lira dans le texte ci-dessous les décisions finalement arrêtées par le Conseil syndical et le bureau départemental. On verra comment, par cette «déclaration commune», les militants de l'E.E.-F.U.O. et ceux de l'U.A.S. appartenant à la F.E.N. ont adressé à toutes les sections départementales du S.N.I. un appel à la généralisation, ouvrant la perspective de la constitution du «courant» seul susceptible de replacer la F.E.N. et ses syndicats sur le terrain de la lutte des classes.

Contre les Conseils d'Ecole:

Déclaration commune de l'E.E.-F.U.O. et du Groupe U.A.S. *(Union des Anarcho-Syndicalistes)* de Loire-Atlantique.

L'E.E.-F.U.O. et le Groupe U.A.S. de Loire-Atlantique dénoncent les Conseils d'Ecole, déjà prévus dans la réforme gaulliste d'Edgar Faure et mis en oeuvre par Haby, comme une structure néo-corporatiste qui remet en cause:

- les droits des enseignants garantis par le statut de la Fonction Publique et notamment leur indépendance par rapport aux habitants du quartier ou de la commune;

- la laïcité de l'Ecole Publique directement soumise à l'ingérence des groupes de pression;

- l'unité de l'Enseignement Public au bénéfice d'un enseignement «diversifié» (sous couvert «d'autonomie pédagogique» ou de rapprochement des «cultures régionales», en fait particulièrement perméable aux idéologies les plus réactionnaires.

Cette agression sans précédent contre l'Ecole laïque et contre les enseignants justifiait la mobilisation de toutes les organisations politiques et syndicales traditionnellement attachées à la défense de la laïcité. Les responsabilités respectives des dirigeants qui, par leur silence ou leur approbation, se sont faits complices de cette forfaiture doivent être dénoncées comme un scandale.

L'E.E.-F.U.O. et le groupe U.A.S. condamnent en particulier l'attitude du Bureau National du S.N.I. dont le Secrétaire Général déclarait en mars 1977, alors qu'il se devait d'alerter tous les amis de l'Ecole: «Sans

(*) Contradictoirement à leur attitude au cours de tous les conseils syndicaux précédents, les conseillers U. et A. votèrent cette motion.

s'opposer au principe de l'existence de ces Conseils qui rappelle l'idée de gestion tripartite du service public d'éducation (Guy Georges) conteste la façon de les installer et de les faire vivre prévue par le Ministre» (Compte-rendu du Bureau National «Ecole Libératrice» n° 21), reprochant à Haby de ne pas donner assez de pouvoir aux Conseils d'Ecole: «Notons simplement que le Conseil d'Ecole n'est qu'une instance consultative qui n'est donc dotée d'aucun pouvoir réel et qui n'a aucun moyen financier, ce qui rend très illusoire le pouvoir que lui prête l'article 22» (Ecole Libératrice du 11 mars 1977).

Aujourd'hui, au moment de la mise en place des Conseils d'Ecole, l'éditorial de «L'Ecole Libératrice» du 7 octobre conclut: «...nous devons participer à l'élection des comités de parents. Mobilisons-nous pour la gagner».

Le spécialiste des questions laïques, M. Lasserre, précisait au Bureau National du 7 septembre:

«Il convient d'assurer la représentation maximale de la Fédération Cornec dans ces comités par un travail militant...».

Et le Secrétaire Général commente: «Dans cette logique, nous avons revendiqué non pas des allègements de service pour les Directeurs non déchargés, mais la vacance des classes sur deux demi-journées. Dans cette bataille difficile, à la responsabilité individuelle, nous avons préféré la responsabilité collective» offrant ainsi à Haby les services bénévoles de tous les instituteurs adjoints, et transformant, par cette démarche, le syndicat en organe d'exécution de la réforme.

Mais les instituteurs, adjoints et directeurs, s'insurgent contre cette argumentation perfide selon laquelle ils seraient «responsables» du résultat des élections, et selon laquelle la nature des Conseils d'Ecole varierait suivant les résultats des élections!

Dans la Région Parisienne, dans la Sarthe, dans le Val-de-Marne, dans l'Hérault, les instituteurs disent NON aux Conseils d'Ecole. Devant leur détermination, les bureaux départementaux du S.N.I. et les conseils syndicaux ont pris position contre les Conseils d'Ecoles.

En Loire-Atlantique, à la suite d'une réunion de 250 instituteurs condamnant formellement les Conseils d'Ecole, le Bureau départemental et le Conseil syndical du 5 octobre 1977: «considérant la surcharge de travail que provoque pour les Directeurs l'élection des Comités de Parents, exige que l'Administration débloque des moyens nouveaux afin de les aider dans leur tâche, notamment les Directeurs non-déchargés».

Après avoir correctement caractérisé les Conseils d'Ecole:

- mise sous tutelle des enseignants par les habitants du quartier,

- remise en cause des prérogatives statutaires des enseignants,

- remise en cause de leur liberté pédagogique,

- remise en cause de la laïcité de l'école par l'introduction des groupes de pression,

Le bureau départemental: «demande aux instituteurs et institutrices, aux directeurs et aux directrices de REFUSER DE SIÉGER DANS LES CONSEILS D'ECOLE. Parce que nous sommes résolument contre ces Conseils, et POUR LEUR ABROGATION».

La section départementale organise une campagne de pétition: «NON AUX CONSEILS D'ECOLE», qui débouchera sur une manifestation à laquelle sont invitées les organisations qui composent et soutiennent le C.D.A.L.

L'E.E.-F.U.O. et le groupe U.AS. approuvent pleinement ces dispositions.

Il faut que le combat pour le refus de siéger et pour l'abrogation des Conseils d'Ecole se développe dans les départements. On ne peut lutter contre la loi Guerneur et toutes les lois anti-laïques sans lutter en même temps contre la destruction de l'Ecole Laïque de l'intérieur.

Pour notre part, nous nous emploierons à faire connaître les décisions de la Section de Loire-Atlantique en adressant la présente déclaration à toutes les sections départementales.

Il faut acculer le Bureau National à revenir sur sa position.

L'initiative de cette «déclaration commune» sur la base des positions prises, par la Section de Loire-Atlantique ouvre les perspectives de la constitution, au-delà des clivages, d'un large courant lutte de classe garant de l'indépendance et le l'unité du syndicat.

Le 14 octobre 1977,

Pour l'E.E. - F.U.O.: André CARDINAL, 534 Cité Radieuse 44400 REZE
Pour l'U.A.S.: Serge MAHE, 12 rue du Danube 44800 St-HERBLAIN

L'enjeu:

Depuis de longs mois, un an exactement, l'UAS. a dénoncé les Conseils d'Ecole et poursuivi dans «L'Anarcho-Syndicaliste» une campagne obstinée contre cette agression sans précédent.

Notons pour l'histoire que l'Union départementale F.O. de Loire-Atlantique fut la première organisation syndicale en France à proposer, dès le 18 octobre 1976 une manifestation *«contre la nouvelle violation de la laïcité que constitue l'atteinte à l'indépendance des enseignants contenue dans la Loi Soisson-Haby», stigmatisant «...la soumission du corps enseignant au contrôle direct du patronat et groupes de pression divers, ainsi que le stipulent les réformes structurelles («Groupe d'Etude Technique» et «Conseil d'Ecole»)*

contenues dans la loi Soisson-Haby qui doit entrer en application en 1977» (Texte soumis à la réunion du C.D.A.L. du 18 octobre 1976) **(1)**.

Depuis, la section du S.N.I. de Loire-Atlantique prenait position; la section de l'Hérault également. Le 9 septembre dernier, au meeting de Pantin, Bergeron déclarait: *«Nous sommes résolument hostiles aux Conseils d'Ecole, aux Conseils d'Atelier...».*

Les semaines suivantes c'étaient les instituteurs de la Sarthe, puis l'hebdomadaire *«Informations Ouvrières»*. Dans le Val-de-Marne, à Paris, dans l'Essonne, en Haute-Loire, comme en Loire-Atlantique, les instituteurs s'adressent au S.N.I. et demandent à leur syndicat d'organiser la bataille contre les Conseils d'Ecole.

Non il ne s'agissait pas d'élucubrations idéologiques, et les «moulins à vent» dont nous parlait imprudemment A. Henry **(2)** en juillet dernier, s'avèrent explosifs!

Mais une question s'impose: puisque dans six départements au moins éclate l'opposition aux Conseils d'Ecole, comment se fait-il qu'à la tribune du Congrès de Nancy, où le S.N.I. tenait ses assises en juin dernier, personne ne soit intervenu en séance plénière pour exprimer cette opposition que la réalité proclame?

Comment se fait-il que dans un syndicat qui se veut un modèle de démocratie, avec son système huilé des «tendances», on puisse ainsi enterrer une affaire de cette importance? Est-ce à dire que parmi les centaines de délégués présents aucun ne l'avait perçue, ou plutôt qu'à l'intérieur de chaque tendance a fonctionné un blocage réitérant, au-delà des joutes de tribune, l'unité des appareils que l'on constatait le mois précédent **(3)**, lors du Congrès de la F.C.P.E.?

Car l'enjeu de cette bataille contre les Conseils d'Ecole dépasse largement le cadre de l'enseignement primaire. Nous remarquions déjà dans *«L'Anarcho-Syndicaliste»* de mai qu'un projet corporatiste identique était proposé aux P.T.T. à la fois par la C.F.D.T. et le P.S. Depuis, E. Maire développait cette campagne autogestionnaire, et étendait son champ d'application aux services publics et aux entreprises, en préconisant «les conseils de service et d'atelier». Depuis encore, le P.C.F., au cours de sa querelle avec ses alliés, se faisant le champion de l'autogestion, reprenait à son compte la revendication des «conseils de service et d'atelier», et reprochait au P.S. certaines hésitations. Mais le 24 octobre, Mitterrand et Maire se félicitent de la «réunion positive» entre P.S. et C.F.D.T., et le leader du P.S. déclare: *«Ainsi on a pu mettre fin aux inexactitudes et aux erreurs d'interprétation concernant les conseils d'atelier sur lesquels le P.S. a toujours été d'accord».* Tout le monde se retrouve donc d'accord sur ce point, y compris F. Ceyrac qui vient de se distinguer, aux assises du patronat, par ses ouvertures aux thèses de l'autogestion.

De fait, l'établissement de ces structures néo-corporatistes, comme ultime solution, réalise l'unanimité de tous ceux que préoccupe la survie de l'économie capitaliste. Le Conseil d'Ecole se révèle être la première pierre de tout un édifice, et la bataille des instituteurs un combat qui concerne tous les travailleurs.

Serge MAHÉ.

DES RÉPONSES RÉVÉLATRICES

A L'INVITATION AU RASSEMBLEMENT CONTRE LES CONSEILS D'ECOLE, LE 26 OCTOBRE A NANTES

Réponses positives:

- UNION RATIONALISTE,
- LIBRE PENSÉE (participe avec banderole),
- U.D. C.G.T. - F.O.:

«Le Bureau de l'U.D. C.G.T.-Force Ouvrière affirme son entière solidarité avec l'action menée par les instituteurs contre l'institution des Conseils d'Ecole, qu'elle considère, au même titre que les «Conseils d'Ateliers» comme des organismes néo-corporatistes.

L'Union Départementale C.G.T. - F.O. de Loire-Atlantique invite ses adhérents à participer au Meeting qui se tiendra le 26 octobre, à 10 heures, face à l'Inspection Académique».

(1) «L'Anarcho-Syndicaliste» n° 11 (déc. 1976). **(2)** n° 18 (octobre 1977). **(3)** n° 17 (juin 1977).

- FÉDÉRATION DU P.S.: Soutient la position du S.N.I. 44 et demande à ses militants de ne pas se porter candidats aux Comités de Parents.

Réponses négatives:

- FÉDÉRATION DU P.C.:
«Le principe d'une gestion tripartite de l'école (parents - enseignants -collectivités nationales) est à mettre à l'actif des forces démocratiques.
... Le gouvernement a du lâcher du lest, il a été contraint de répondre à l'aspiration des parents.
... Nous ne tomberons pas dans le piège des campagnes de diversion....
... Nous sommes pour la démocratie, c'est-à-dire pour la participation de tous les travailleurs dans tous les domaines, économique, politique, social, à tous les niveaux: l'entreprise, l'école, le quartier, la ville, la région, la nation.
...C'est pourquoi nous ne participerons pas au meeting organisé par le S.N.I.-P.E.G.C. le 26 octobre contre les conseils d'école».
(Conjointement, les militants U. et A. du S.N.I. rectifient la position et diffusent un tract condamnant les décisions du Conseil syndical ...que les conseillers U. et A. avaient votées).

- U.D. C.F.D.T.: Refuse également de s'associer, attachée elle aussi à sa conception de la «démocratie nouvelle»: Conseils de service, Conseils d'Atelier, Comités de quartier, etc...
Et le S.G.E.N. précise au sujet des Conseils d'Ecole qu'on peut seulement leur reprocher d'être un simulacre de participation
«...il ne voit pas comment cinq élus pourront y contribuer. De plus, le rôle proposé aux parents dans ces conseils lui semble vraiment plus que fictif».

- La F.C.P.E.:
Malgré la position de l'an dernier contre la participation aux Comités de Parents, la CA. s'abrite finalement derrière les décisions de son Congrès national. Elle ne participe pas au meeting.

- U.D. C.G.T.:
Pas de réponse le 26 octobre, ni de participation au meeting.

ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE: ET MAINTENANT?

Dans les deux précédents numéros de *«L'Anarcho-Syndicaliste»* nous avons brièvement rappelé quelles étaient les directions essentielles de la révolution sociale de 1936-39.

Après la défaite, la longue nuit franquiste s'est abattue sur l'Espagne. L'armée, la police, l'église catholique, la bourgeoisie, ont instauré un régime totalitaire, terroriste, dont les fondements idéologiques et sociaux sont un mélange de corporatisme et de fascisme.

La C.N.T. et le mouvement anarchiste continuent la lutte clandestine, y compris la lutte armée de la guerrilla ou de l'attentat. Mais les vagues de répression se succèdent, cette résistance, se traduisant quelquefois par des actes désespérés, sera impuissante. Le Mouvement libertaire en exil multipliera les efforts en direction de l'intérieur, et jouera un rôle important pour maintenir une organisation en Espagne, aussi embryonnaire soit-elle, dans les années les plus noires.

Au delà des divergences, des problèmes de tendances, des affrontements quelquefois passionnés au sein de l'organisation exilée, il reste, et c'est l'essentiel, que pendant près de 40 années la C.N.T. a maintenu un réseau important de solidarité, a publié sa presse, a édité de nombreux ouvrages, est intervenu à tous les niveaux pour la défense des camarades emprisonnés, et nous a donné un bel exemple de fidélité et de persévérance dans l'effort.

Il n'en reste pas moins qu'en Espagne, le mouvement ouvrier a été liquidé physiquement et que les anarcho-syndicalistes ont très chèrement payés.

Il faut attendre les années 1960 pour constater les premiers réveils de la combativité ouvrière, en même temps que la bourgeoisie prend un tournant et entreprend de faire progresser l'industrialisation.

Une nouvelle génération, celle qui n'a pas connu la guerre civile, et la révolution, entre en scène. Elle voyage, s'informe et constate qu'ailleurs, on vit différemment. Les mouvements étudiants d'opposition s'organisent, et sans atteindre l'ampleur de mai 1968 en France, ils constitueront cependant un facteur non négligeable qui contribuera à la coordination des actions.

Mais le phénomène le plus caractéristique vient, à notre avis, de la bourgeoisie elle même. Pour survivre elle doit faire sortir son économie du guettho, pénétrer le marché mondial, et par conséquent, pour être compétitive, se moderniser, se rationaliser. Pour cela il lui est nécessaire, au moins en apparence, de «libéraliser» le système. Mais elle doit le faire avec une extrême prudence car le franquisme a mis en place des institutions qu'il est difficile de bousculer.

Elle sera aidée en cela par la hiérarchie catholique qui prendra progressivement ses distances jusqu'à afficher une position de neutralité et à se déclarer indépendante de l'Etat franquiste.

L'église, toujours habile et opportuniste, sait se détacher des pouvoirs établis lorsque ces pouvoirs menacés risquent de l'entraîner avec eux dans leur chute. Elle sait aussi que pour maintenir en place l'état et la propriété privée des moyens de production, point n'est toujours besoin de la terreur et du camp de concentration. Il existe une doctrine sociale appelée le corporatisme qui permet de mettre en place des structures d'intégration à l'entreprise et à l'état, de «transcender» la lutte des classes, même quand ces structures sont baptisées associations, communautaires ou... auogestionnaires.

La plupart des forces de conservation sont donc attelées à cette tâche depuis plusieurs années en Espagne: permettre une transition lente vers un nouveau régime politique garantissant quelques libertés fondamentales, mais préservant en tout état de cause le système d'exploitation.

La mort de Franco a simplement permis d'accélérer un processus qui, de toutes façons reste étroitement contrôlé par la bourgeoisie.

Il serait vain de céder à un enthousiasme puéril sous prétexte que les organisations ouvrières, désormais légalisées, rassemblent des foules importantes dans leurs meetings.

Les anarchistes militant effectivement dans le mouvement ouvrier, c'est-à-dire ailleurs que dans les arrières-salles des cafés, savent que rien n'est facile, et qu'en tout état de cause il faut se garder des illusions, essayer de voir clair, et surtout ne pas se mentir à soi-même.

Les militants de l'*Union des Anarcho-syndicalistes* qui ont assisté à des meetings de masse de la C.N.T. d'Espagne, qui ont largement discuté avec ses responsables, sont profondément satisfaits de constater la rapidité avec laquelle se reconstituent les syndicats de la C.N.T., et notre soutien, en fonction de nos moyens, est totalement acquis à nos camarades, mais la situation ne peut absolument pas être comparée à celle existant à la veille du 19 juillet 1936.

Sans procéder à une analyse détaillée de leurs causes, nous pouvons cependant énumérer une série de faits qui nous semblent incontestables.

Dans la période actuelle la classe ouvrière, dans sa majorité, n'a nullement l'intention de tenter une nouvelle expérience révolutionnaire. Ni l'intention, ni les moyens. Que cela plaise ou non, les conditions objectives de mise en place par la classe ouvrière et les paysans d'un système socialiste libertaire sont loin d'être réunies.

- La reconstitution de la C.N.T. se réalise dans un contexte beaucoup plus difficile que celui existant après la chute de la dictature de Primo de Rivera, qui n'avant duré que neuf ans. C'était la même génération de militants qui rebâtissait la C.N.T., une C.N.T. qui n'avait pas connue, loin s'en faut, la même répression que celle de la dictature franquiste.

- Le parti communiste espagnol, et sa courroie de transmission, les “commissions ouvrières”, ont incontestablement une implantation supérieure à celle de 1936.

- Dans le camp socialiste, l'U.G.T. dispose de moyens matériels très importants grâce à son environnement international. Ce qui n'est pas le cas pour la C.N.T qui ne peut rien attendre de la fantomatique A.I.T. De plus, et cela compte aussi, l'U.G.T. aborde la période actuelle sans aucune compromission fondamentale

avec le régime franquiste, alors qu'elle avait collaboré gouvernementalement avec Primo de Rivera, allant jusqu'à accepter les tribunaux du travail et l'arbitrage obligatoire.

Voilà quelques éléments qui pèsent lourd dans le moment présent.

Il faut y ajouter d'autres facteurs internes à l'organisation. En particulier, l'afflux à la C.N.T. de très nombreux jeunes ne facilite pas les choses. Des outrances de comportement, des attitudes quelquefois beaucoup plus gauchistes qu'anarchistes, des affirmations et des prises de positions publiques qui sacrifient sans discernement à la mode baptisée hâtivement «contre-culture», et qui sont le contraire d'une attitude rationaliste, peuvent nuire beaucoup à la C.N.T.

L'anarchisme, et son prolongement dans le mouvement ouvrier, l'anarcho-syndicalisme, ne peuvent pas, au nom de la liberté, laisser faire n'importe quoi, n'importe comment dans les organisations qui s'en réclament.

La C.N.T. est une organisation de classe, constituée par des syndicats ouvriers, pratiquant l'action directe (ce qui n'est pas forcément la violence). La C.N.T. proclame que sa finalité est le communisme libertaire, c'est-à-dire l'instauration d'une société sans classes et sans état. Il est donc logique que ses méthodes d'action et ses revendications fondamentales soient liées à la finalité.

Mais les travailleurs, en Espagne comme ailleurs, viennent aussi au syndicat pour la défense quotidienne de leurs revendications les plus élémentaires: augmentations des salaires, améliorations des conditions de travail, diminution de ce temps de travail, etc. Un syndicat de classe, doit répondre à ses aspirations et organiser l'action pour les obtenir, même si pour des juristes intransigeants cela n'est pas la révolution.

Or, aujourd'hui en Espagne, seule la C.N.T. peut faire cela, car seule elle refuse le pacte social signé par l'ensemble des grandes formations de l'opposition.

Le «pacte social» c'est ce que nous appelons ici la politique des revenus, c'est le strict alignement de la hausse des salaires sur la hausse officielle des prix, c'est le droit pour les patrons de licencier, c'est l'acceptation, par le P.S.O.E. et le P.C.E. de l'austérité, c'est là aussi le compromis historique. C'est la mise au frigidaire de toutes les revendications, au nom de l'intérêt général et national.

Nous disions un peu plus haut que la classe ouvrière n'a pas les moyens de faire la révolution: cela ne signifie pas qu'il n'y a pas, et qu'il n'y aura pas d'affrontements de classe, avec les moyens d'action traditionnels de la classe ouvrière, pour ses revendications. Evidemment cela ne signifie pas non plus que la révolution communiste libertaire n'étant pas actuellement possible, la C.N.T. doive se contenter d'agir uniquement pour obtenir quelques revendications.

Les anarcho-syndicalistes de la C.N.T., et ceux du monde entier, ont à expliquer, plus que jamais, que les contradictions des systèmes capitalistes et étatiques sont telles, que la solution au problème social passe inévitablement par les propositions anarchistes.

Mais, sous peine de se condamner à l'impuissance, cette propagande ne peut pas exclure la lutte et la pratique syndicale, pour des satisfactions immédiates. Or, cette *«besogne quotidienne, obscure mais féconde»*, comme l'appelait Fernand Pelloutier, se heurte et se heurtera de plus en plus au système en place: la concurrence et la compétitivité devenant de plus en plus exacerbée, la moindre revendication ayant des conséquences immédiates sur les coûts salariaux, donc sur les prix de revient, devient pratiquement intolérable pour le patronat.

Il en résulte que la lutte revendicative prend un caractère révolutionnaire, dès lors qu'elle remet en cause les équilibres économiques actuels. N'en déplaise aux idéologues de tout poil, c'est encore par l'action pour la satisfaction de tous leurs besoins sociaux «quantitatifs», que les travailleurs remettent fondamentalement en cause l'exploitation.

Pour cette action, la classe ouvrière a nécessairement besoin d'organisations autonomes, indépendantes de l'état, du patronat, des partis, c'est-à-dire de syndicats de classe.

En Espagne, cette organisation, c'est la C.N.T., car seule elle présente ces garanties d'indépendance. Ailleurs, ce sont tous les syndicats qui refusent toutes formes d'intégration: à l'entreprise et à l'état.

Or, la C.N.T. se reconstruisant, elle est dangereuse pour toutes les autres formations et pour la bourgeoisie.

Si nos camarades arrivent à surmonter leurs difficultés internes, s'ils réussissent à structurer efficacement l'organisation fédéraliste de la confédération, y compris les fédérations d'industrie, s'ils évitent la tentation activiste et ultra gauchiste, alors la C.N.T. sera à nouveau une organisation ouvrière avec laquelle il faudra compter.

Mais répétons le: cela ne peut se faire qu'en menant une politique revendicative traditionnelle, et cela ne se fera que contre tous les autres, qu'il s'agisse de la U.S.O. intégrationiste, des “commissions ouvrières” du P.C.E., mais aussi de tous ceux qui à l'U.G.T. sont directement liées au P.S.O.E.

Il n'est donc pas déraisonnable de penser que la C.N.T. sera l'objet de provocations, et pas seulement de la part des ultras d'extrême droite.

Dans ces conditions, il est important pour la C.N.T. d'Espagne que se concrétisent les relations avec les mouvements anarcho-syndicalistes d'Europe, non seulement à travers l'A.I.T., mais avec tous ceux qui, comme nous, militons dans le mouvement ouvrier réel, parce que: il ne faut négliger aucune possibilité, dans la mesure où il faudra resserrer les rangs, pour rompre l'isolement international de la C.N.T., et pour la protéger.

Jo. SALAMERO.

VODKA-COLA OU LES RÉALITÉS DE LA CO-EXISTENCE PACIFIQUE...

Nous éprouvons souvent le sentiment d'être intoxiqués par les mass-media au service des puissances d'argent. Certes cette prise de conscience ne va pas sans satisfaction mais c'est une bien mince consolation car elle nous permet simultanément de mesurer l'omnipotence de notre adversaire. C'est cette satisfaction amère que procure au lecteur *«Vodka-Cola»*, le livre de Levinson, vaste entreprise de démystification qui atteindra malheureusement moins de lecteurs que *«Mein Kampft»* ou *La Bible.*

Les grands principes:

C'est une opinion couramment admise que le monde est partagé en deux blocs de régime politique différent, irréconciliables, que ce partage constitue une menace pour la paix et que l'hostilité des deux régimes est préjudiciable au peuple, l'éternelle chair à canon. Rien de surprenant par conséquent si le peuple est favorable à la détente et manifeste sa gratitude envers les hommes politiques qui la favorisent.

Vodka-Cola nous démontre patiemment que l'antagonisme des deux systèmes capitaliste et communiste connaît de curieux accommodements, aux origines déjà anciennes et d'une continuité, d'une importance assez ahurissantes en comparaison desquelles les crises, les conflits armés eux-mêmes peuvent n'être qu'épiphénomènes.

La connivence commence dans la proclamation à l'intérieur de chaque système de la supériorité de l'idéologie sur les considérations économiques.

A l'Ouest on nous recommande de vivre et à l'occasion de mourir pour les «valeurs de la civilisation occidentale» tout un arsenal moral et religieux que le matérialisme a démantelé depuis longtemps - sauf à l'Est pourtant, où le pouvoir repose aussi sur un gouvernement d'idéologues détenteurs de la vérité, soucieux du bonheur des peuples, dirigeant l'économie et non pas dirigés par elle, à l'abri enfin, cela va sans dire, de la vénalité.

Aussi explique-t-on avec la même insistance à l'Est qu'à l'Ouest que la «détente» est d'abord une volonté politique se prolongeant ensuite dans les relations économiques.

Les réalités historiques:

Pourtant... Levinson démontre que les relations d'affaires n'ont jamais cessé entre le Russie et l'Occident, et que l'intensité des échanges n'a varié qu'en raison d'impératifs économiques.

Ainsi dans une première période la guerre froide et autres rideaux de fer n'ont correspondu qu'à la volonté de protéger une économie fragile contre la concurrence mondiale. Il s'agit avant tout d'un protectionnisme basé sur la non-convertibilité des monnaies de l'Est. Les échanges entre l'Est et l'Ouest n'ont pu se réaliser que sous forme de troc jusqu'à la fin des années 50.

Il en est résulté un retard considérable de la technologie et de l'industrie soviétique, la pénurie, les queues devant les magasins, des conditions de logement déplorables et le boycott par la population de la production nationale de médiocre qualité. La nature des exportations russes vers l'Ouest est révélatrice: 65 % représentent des matières premières agricoles ou alimentaires, 15% seulement de biens d'équipement. C'est une économie de pays en voie de développement. Mais il s'avère impossible d'augmenter les exportations en raison d'une demande intérieure exigeante. Il faudrait exporter des produits manufacturés, ce qui est inconcevable vue la médiocrité de la production, sans importer de l'Ouest une technologie moderne.

A l'Ouest les multinationales, autrement dit le grand capital international, résistent mal à l'attrait d'un marché de 400.000.000 de consommateurs russes. Le commerce reste pourtant faible: l'inconvertibilité de la monnaie et les réticences du Kremlin à vendre de l'or (qui décote à mesure qu'il envahit le marché) en sont la cause.

«C'est alors qu'on a découvert que les pays de l'est de l'Europe possédaient des ressources auxquelles les sociétés capitalistes multinationales attribuaient une très haute valeur!... des quantités massives de main-d'œuvre qualifiée, extrêmement disciplinée et très bon marché...» **(4)**. Pour l'Est, l'implantation de coproduction, coentreprises... *«fournit aux élites discréditées de la classe dirigeante soviétique (le parti, la bureaucratie, le K.G.B.) le moyen de se maintenir».*

Pour vivre heureux, vivons cachés:

Mais il importe d'être discret: *«Si le public concevait la portée véritable de cette nouvelle orientation, l'opposition se manifesterait de tous les côtés à la fois: du côté des travailleurs devant la menace grandissante du dumping soviétique, de la perte d'emplois qui en résulte à cause de cette production assurée par des économies à bas salaires où les syndicats sont inexistants; du côté des consommateurs du fait que les accords de coopération contribuent à faire augmenter les taux d'intérêt, à accroître l'inflation et la montée des prix de tous les produits de consommation, et de tous ceux aussi qui s'intéressent à la liberté et que trouble la diminution constante des pays démocratiques et qui commenceraient à se poser des questions sur ces accords quasi clandestins - une conspiration presque - entre les autorités politico-économiques de l'Est et celles de l'Ouest».*

Le fait est que les entreprises capitalistes et les banques dont les investissements et les créances s'élèvent à l'Est à plus de 120 milliards de dollars ne peuvent que redouter un changement politique à l'Est, et qu'elles s'y opposeront de tout leur poids.

Depuis 1960 l'importance des échanges n'a cessé d'augmenter et dans les mêmes proportions la dette de l'UR.S.S. que Levinson évalue à plus de 60 milliards de dollars, chiffre que les banques sous-estiment délibérément à l'Ouest pour ne pas provoquer la méfiance d'autant que la dette augmente de 1 à 2 milliards chaque mois. Les déficits de l'Est sont financés par les crédits occidentaux et par la vente de l'or. Pas question de mettre publiquement en doute l'honnêteté communiste et le secret est bien gardé du refus de la Corée du Nord de payer sa dette. Par prudence pourtant *«les deux parties sont d'accord sur ce point: il faut qu'une énorme expansion ait lieu dans la réexportation des produits fabriqués à l'Est par les usines financées par les crédits de l'Ouest et fonctionnant suivant sa technologie, en y ajoutant les bénéfices réalisés sur une main-d'œuvre à bas salaires».* Levinson nous relate ensuite l'histoire des Crédits en faveur de l'Est: les U.S.A. ont donné le départ après la deuxième guerre mondiale, relayés par l'Italie vers la fin des années 50, elle même suivie petit à petit par tous les pays occidentaux. En 1976 la moitié de tous les crédits octroyés par la R.F.A. sont allés à l'U.R.S.S. Les taux d'intérêt sont préférentiels, déguisés, finalement subventionnés par les gouvernements, c'est-à-dire les contribuables (Canada, Grande Bretagne, France et Japon).

(1) Cette citation et les suivantes sont toutes extraites de l'ouvrage de Charles Levinson *«Vodka-Cola»*, Stock, éditeur.

Les capitaux ne voyagent jamais seuls, les banques les ont bientôt accompagnés dans ce voyage à l'Est: d'abord le Crédit Lyonnais, bien de chez nous, puis, au fil des années, toutes les grandes banques. Levinson en cite vingt-trois, représentant toute la finance internationale: *«Ces grandes banques sont toutes représentées dans les Conseils d'Administration et de surveillance des grandes Sociétés multinationales. Elles sont devenues de puissants moyens d'influence qui écartent résolument les obstacles aux accords avec l'Est dans lesquels elles se sont si profondément engagées. C'est dans ces cercles les plus rétrogrades au point de vue politique, les plus antisocialistes, les plus antiouvriers, les plus antisyndicalistes, que s'exercent les manœuvres et les pressions prosoviétiques les plus inconditionnelles».*

Co-production et co-entreprise:

Quelles sont les formes de la coopération. Il s'agit de: *«Produire dans la région du monde où l'efficacité du coût est le plus favorable, c'est-à-dire en Europe de l'Est, et vendre dans celle où les profits réalisés sur les ventes sont les meilleurs, donc en Occident industrialisé».* Dans le système de coproduction l'entreprise occidentale apporte sa technologie et son savoir faire, au point de vue gestion, plus des crédits.

Le pays de l'Est fournit le terrain, les bâtiments, parfois les composants simples et surtout la main-d'œuvre.

Une partie de la production est allouée au partenaire oriental, pour son marché national, mais surtout pour la réexportation, source de devises destinées à rembourser la dette.

Dans le système de la coentreprise les deux contractants fournissent une partie du capital. Toutes les combinaisons existent de 90% + 10% à 50% + 50%. Les multinationales participent à la gestion et exercent un contrôle vigilant sur l'usage fait de la technologie fournie.

La Yougoslavie s'est fait une spécialité de ce mode de coopération - les coentreprises y sont passées de 85 en 1973 à 137 en 1976.

En Pologne un décret autorise l'installation d'entreprises étrangères détenant 100% du capital. En Hongrie 48% des profits de la *Volva* vont aux actionnaires occidentaux: *«Les actionnaires de Volvo peuvent donc légalement prétendre qu'ils sont les propriétaires capitalistes de moyens de production fonctionnant en Hongrie communiste et qu'ils reçoivent des dividendes d'une propriété dite socialiste».*

Les véhicules assemblés en Hongrie sont vendus en Amérique du Sud. Les Hongrois ne peuvent s'en procurer.

Déconvenues:

Le système de coentreprises ne va pas sans déceptions: l'Occident se fait tirer l'oreille pour y transférer sa technologie de pointe car malgré son contrôle le partenaire a tendance à tricher et se décerne brevets et licences pour des procédés industriels qui ne sont que la copie des licences occidentales. Alors on brade une technologie périmée mais le partenaire récrimine... ou augmente les salaires comme en Roumanie, salaires inusités là-bas, exigés en dollars, mais dont les ouvriers ne perçoivent qu'une partie... et en devises locales, cela va de soi.

L'U.R.S.S. pour sa part demeure donc très réservée vis-à-vis des coentreprises sur son terrain. Par contre elle s'installe à l'Ouest: en Angleterre, en Belgique, au Brésil et en Italie dans les activités suivantes: Banque, Pétrole, Assurances, Transport et Navigation.

Les autres points de friction occasionnés par la coopération Est-Ouest sont le problème du dumping soulevé par certains capitalistes occidentaux, ainsi Fiat-Italie se plaint d'être concurrencé par ses propres filiales polonaises!... Il existe certes des tribunaux internationaux et des lois anti-dumping, mais les critères utilisés sont inapplicables à l'Est où, d'ailleurs tout contrôle est difficile, sinon refusé. En France des plaintes ont été enregistrées émanant des fabricants de chaussures, sous-vêtements, etc... perte de 2.000 emplois textiles. Les armateurs français accusent l'U.R.S.S. de maintenir la moitié de sa flotte commerciale sous registre panaméen avec des traitement et normes de sécurité insuffisants.

Le problème du chômage a également été sujet à controverses. L'argument en faveur de la coopération selon lequel celle-ci provoquerait des créations d'emplois à l'Ouest ne résiste pas à l'analyse. Il est évident que dévoluer à l'Est le rôle d'assurer la production entraîne le chômage à l'Ouest. De même les transferts

de capital à l'Est réduisent d'autant les disponibilités à l'Ouest où le taux d'intérêt augmente, entraînant l'inflation.

Enfin les marchandises produites à l'Est par une main-d'œuvre sous payée concurrencent la production occidentale dont la mévente entraîne également le chômage.

Les acteurs:

Levinson se penche maintenant sur les hommes, les artisans ou les serviteurs de ces échanges. Il nous dévoile alors soit la face cachée de quelques astres de la politique, soit la personnalité et les méthodes d'hommes qui tirent leur puissance de leur incognito, soit par l'exemple des affaires frauduleuses Sindona - Rosenbaum, les curieuses imbrications de groupes financiers aussi divers que la «Moscow Narodny Bank» (soviétique installée à Londres), le Vatican et le P.C. italien.

La place manque malheureusement pour reproduire les dessous de la carrière d'un Nixon, les savoureuses péripéties de la vente du blé américain aux Russes depuis 1921, *«bafouée, dupée, l'U.R.S.S. continue avec la même constance au fil des années à vendre ses stocks d'or et à emprunter pour acheter le grain américain. Il faut croire que pour les hommes du Kremlin leur maintien au pouvoir passe par cette humiliation...*

Le 18 décembre 1976 l'U.R.S.S. a demandé la possibilité d'utiliser les satellites américains de reconnaissance pour obtenir une analyse exacte de leur récolte pour 1977. Savoureux si l'on songe que les deux «Landsat» dont les Soviétiques sollicitent les services sur des satellites espions utilisés depuis plusieurs années par la C.I.A.». Passons à quelques spécialités occidentales: les Fondations et Clubs.

Ils'agit de la face «charitable» et exonérée d'impôts, des grands trusts (Ford, Rockefeller, etc.), rentabilisation des sentiments humanitaires, achat des cerveaux, comédie des commissions d'enquête, récupération de la gauche dont: *«La faiblesse insigne repose sur la vanité et l'irréalisme. On peut l'embarquer dans toute opération grandiloquente au niveau du langage, et irréaliste à hauteur des faits».*

Arrêtons-nous un peu sur la Trilatérale. Cette docte assemblée comporte 200 membres, la fine fleur des U.S.A., de l'Europe et du Japon: tous les grands de la banque, de l'industrie et de la presse, citons au hasard pour la France (si l'on peut dire de ces citoyens mondialistes) Pierre Jouven (Péchiney), baron Lambert, Jacques de Fouchier (Paribas), Ed. de Rotschild, Olivier Giscard d'Estaing, Raymond Barre... et René Bonety, ex-responsable de la Commission économique de la C.F.D.T. Une de ses réalisations: *«Au service de Rockefeller depuis plusieurs années Brzezinski fut directeur de la Trilatérale à sa fondation en 1973. Il y introduisit un obscur gouverneur, baptiste militant, comme Rockefeller, et peu informé des problèmes internationaux, pour qui il multiplie les voyages et rencontres avec les responsables européens et japonais. Et aujourd'hui, paré d'un vernis de cosmopolitisme, Jimmy Carter est le 39ème président des U.S.A., toujours suivi de Brzezinski, devenu son principal conseiller de politique étrangère.*

Côté républicain: Kissinger, Ford, Pepsi-Cola; côté démocrate Brzezinski, Carter, Coca-Cola, le clan Rockefeller s'assurait de toute façon le contrôle des affaires quel que soit le résultat».

La philosophie de la Trilatérale tient dans un ouvrage intitulé *«La Crise des démocraties»* dont voici quelques extraits: *«Il y a des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique. Plus un système est démocratique plus il est exposé à des menaces».* Le danger réside dans les intellectuels qui *«affirment leur dégoût de la corruption, du matérialisme et de la soumission des gouvernements démocratiques au capitalisme de monopole. Ces contestataires présentent un danger au moins aussi sérieux que celui qui fut constitué, dans le passé par les partis communistes...».*

La scène et les coulisses:

La quatrième partie débute par une satire de la conférence d'Helsinki, réunissant des fantoches parfaitement secondaires par rapport aux véritables maîtres du monde que sont par exemple I.B.M., I.T.T., General Motors, qu'on retrouve toujours des deux côtés du front en cas de conflit, y réalisant toujours de substantiels profits, obtenant encore des vainqueurs des dommages de guerre (33 millions de dollars pour General Motors pour *«gène et destructions occasionnées à ses usines fabriquant avions (Messerschmitt) et véhicules motorisés, implantées en Allemagne, Autriche, Pologne et Chine»*).

La tendance actuelle est à l'émigration massive de l'industrie automobile vers l'Est, explicable par le fait

que le travail humain y reste important et coûteux, peu réductible par l'automation. Même phénomène pour l'armement: *«Paradoxalement la détente renforce le commerce des armes et accroit les risques de guerre locale».*

Cette coopération reçoit toujours le même accueil chaleureux des gouvernants russes, depuis Kroutchev accédant au pouvoir en évinçant Malenkov dont il dénonce l'attitude droitière. Lui-même tombe, accusé de *«complaisances avec les impérialistes»* mais dès le 25ème congrès la troïka Brejnev, Podgorny, Kossyguine plaide en faveur de l'extension de la détente. Quant au peuple: *«que l'entreprise soit privée ou nationalisée, quel bénéfice en tire un ouvrier assujetti dans les deux cas aux mêmes méthodes autoritaires de travail ?».* Brejnev déplorait lors du dernier congrès du Parti qu'on se soit opposé à sa demande de permettre la «reconnaissance et le fonctionnement de la propriété privée des moyens de production sur l'ensemble du territoire soviétique».

Eurocommunisme:

Dès lors la position des dirigeants communistes occidentaux n'est évidemment pas des plus confortables. Constamment contraints de réajuster le tir, de reprendre les distances vis-à-vis du Kremlin, le trio Marchais-Carrillo-Berlinguer excelle surtout dans la duplicité.

Affirmation gratuite que celle de Marchais prônant: *«le rassemblement de toutes les forces actives de la nation contre les barons du capital», « sa main tendue aux chrétiens rencontre le bras de l'archevêque de Paris, levé dans un geste de protestation contre les ventes d'armes françaises... Là encore les deux hommes formés dans deux églises devenues l'une et l'autre les centres du conservatisme, se retrouvent parfaitement à l'aise sur le terrain des principes moraux. Mais comment le cardinal français justifiera-t-il auprès de ses fidèles la position du Vatican qui est actuellement non seulement un des principaux actionnaires des compagnies d'armement italiennes, mais un spéculateur éhonté lié dans l'accroissement de ses richesses temporelles aux Marxistes athées».* «L'indépendance» des partis communistes nationaux a déjà trop d'antécédents pour être crédible. 1945: leader du P.C. tchèque: *«notre parti devra suivre une voie révolutionnaire démocratique et... nationale».* 1946: Gromulka: *«la démocratie populaire en Pologne n'équivaudra pas à la dictature du prolétariat. Notre démocratie ne sera pas celle de la Russie»*. La même année le Hongrois Rakosi *«nous ne pouvons construire le socialisme si nous ne cherchons pas une voie nationale».*

En Italie les patrons se sont volatilisés en U.R.S.S., Pologne, Hongrie où dans les paradis fiscaux, les ouvriers eux sont au chômage et *«il faudra vraiment que le P.C. restaure un climat social sûr pour que les capitalistes transalpins et internationaux se laissent convaincre d'y réinvestir. Alors nous assisterons à l'apparition d'une société sloganisée où, au nom des impératifs de production, le droit de grève sera déconseillé à ceux-là mêmes qui quatre ans plus tôt, constituaient le gros des bataillons rassemblés de Turin à Naples pour manifester contre l'agression américaine au Vietnam».*

Vietnam et Chili:

Levinson analyse ensuite très en détail les circonstances et les données économiques des deux derniers conflits «idéologiques» le Vietnam et le Chili. Dans les deux cas tout se termine par de fructueux traités commerciaux pour les multi-nationales. Quand aux tentatives de résistance, elles se matérialisent dans «l'Amendement Jackson» qui lie les avantages commerciaux aux possibilités d'émigrer pour les juifs d'U.R.S.S. Ce n'est qu'une caricature qui a valu la disgrâce politique de son auteur, n'a en rien empêché l'accroissement des échanges, a seulement réduit l'émigration des juifs (35.000 en 1973, 13.000 en 1975) sans que personne ne s'y intéresse plus.

La convergence:

Les bénéficiaires tiennent à enraciner dans l'opinion publique l'idée que le rapprochement des deux systèmes doit nécessairement aboutir à une synthèse harmonieuse, chaque système empruntant à l'autre ses éléments les meilleurs. La planification, la collectivisation progressive des moyens de production corrigeraient «l'anarchie», l'injustice engendrées par les impérialismes économiques des monopoles. Réciproquement l'autoritarisme des régimes communistes ne pourrait que se tempérer au contact du libéralisme occidental.

L'expérience en son état actuel autorise le doute sinon, l'infirmation pure et simple d'une telle théorie.

La capitalisation à l'Est n'a entraîné aucune modification dans les structures sociales ni dans l'oligarchie. Elle ne fait que les consolider.

A l'Ouest *«la seule chose qui soit socialisée est le salaire. De plus en plus apparaît la volonté d'instaurer un système autoritaire de contrôle sur la collectivité et de réglementer le droit de grève. Aujourd'hui en Angleterre, demain en France et en Allemagne des lois sont passées pour limiter de façon autoritaire et permanente les négociations collectives... Merveilleux système qui oblige les syndicats à se transformer en flics pour tenter de déceler parmi leurs troupes les risques d'initiatives incontrôlées».*

Un exemple de "convergence":

L'Italie. Patrie du compromis historique et de l'alliance P.C.-Agnelli, premier épisode de l'alliance, l'Italie que tout l'Occident juge insolvable, est la première à inonder de crédits l'U.R.S.S. (fin des années 50). A partir de ce moment, l'Italie trouve des crédits partout en Occident alors qu'elle est notoirement prête à basculer dans le bloc de l'Est. Ils servent à implanter Fiat à l'Est où 700.000 voitures de cette marque sortent chaque année.

Dernier épisode: Fiat se vend à la Lybie et la partie italienne de la firme est désormais dirigée par les deux frères Agnelli et leur banquier juif d'une part, par deux représentants de Kadhafi d'autre part, avec leurs pétrodallars, leur verbiage révolutionnaire, coranique et anti-sionniste.

Kadhafi facilite l'implantation des Russes en Méditerranée, obtient l'aide militaire soviétique et par là-même devient un important fournisseur d'armes pour l'Otan. Actionnaire de la banque Fiat-Impresit, il s'apprête d'autre part à financer d'importants projets dans la raciste Afrique du Sud.

Agnelli quant à lui, se débarrasse du prolétariat italien auprès du P.C. et investit massivement en U.R.S.S., Yougoslavie, Algérie, Pologne, Hongrie, Roumanie, Brésil et Chili.

Entre ces deux épisodes, l'alliance P.C.-Agnelli ne s'est jamais démentie. C'est en particulier le groupe de presse d'Agnelli (lequel est d'ailleurs également actionnaire dans un journal communiste) qui a orchestré la grande campagne de scandales discréditant la démocratie chrétienne et faisant apparaître les politiciens communistes comme seuls capables d'assainir la vie politique italienne. Le New-York Times fait lui-même l'éloge de Berlinguer et du P.C. italien. Le responsable des problèmes économiques du P.C. italien confie au journal *«Business Week»: «Nous ne sommes pas opposés aux multinationales. L'entreprise privée travaillera mieux dans une Italie mieux gouvernée»*. Et en effet chez Fiat, depuis 1973 un «accord de crise» permet un resserrement du contrôle ouvrier par les syndicats communistes liés à Agnelli.

Entre patrons il faut bien se rendre service! Le P.C. italien possède, apprend-on, entre autres 477 magasins à grande surface, spécule dans l'immobilier, est bien implanté à la *«Banque Centrale d'Italie»* et la *«Banque Commerciale»*, il a été l'organisateur et le bénéficiaire d'un important trafic sur la viande qui a ruiné la petite agriculture italienne.

Levinson donne la liste des sociétés commerciales contrôlées par le P.C.

Hughes Montgomery, l'antenne de la C.I.A. à Rome pouvait donc conclure dans son rapport que la participation au gouvernement du P.C. italien était *«non seulement probable, mais désirable»*, comme le résume un hebdomadaire italien: *«Rockefeller paie, Agnelli encaisse, Berlinguer gouverne».*

Les biens du P. C. F.:

Le chapitre s'achève sur l'inventaire des biens du P.C.F. J.-B. Doumeng, qui se dit lui-même le communiste le plus riche du monde dirige plus de 50 entreprises dont les clés de voûte sont Interagra et U.C.A.S.O.-Toulouse, soit 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1976. Banque de prédilection: La Banque Commerciale pour l'Europe du Nord ou Eurobank. Selon le livre de Montaldo *«Les Finances du P.C.F.»* Eurobank plus la C.G.T. compenseraient le déficit enregistré par le P.C.F. au titre des frais d'édition et propagande: 39 maisons d'édition, 25 imprimeries et 32 librairies incapables de subsister par elles-mêmes. Les 6 quotidiens, les 30 hebdomadaires et les 32 magazines du P.C. ont comme appui 30 compagnies

financières et immobilières. Des publications récentes évaluent à plus de 320 les entreprises appartenant au parti.

EN CONCLUSION

Les crédits fournis par l'Ouest aux pays communistes ont connu l'accroissement suivant: en 1970: 38 millions de dollars; en 1971: 66 millions de dollars; en 1972: 273 millions de dollars; en 1973: 779 millions de dollars, en 1974: 1.238 millions de dollars; en 1975: 2.597 millions de dollars.

«Du fait de la coproduction et des systèmes de troc, les entreprises capitalistes ont de plus en plus intérêt à maintenir les régimes en place et à assurer leur continuité... Les énormes bénéfices réalisés en monnaie convertible grâce à la vente de marchandises communistes produites par une main-d'œuvre mal rémunérée constituent le maillon qui manquait encore dans la chaîne du profit capitaliste. Ce maillon, c'est l'intérêt commun de systèmes antagonistes, et c'est aussi le lien qui les oblige à collaborer». «Jamais les entreprises et banques multinationales n'ont rien fait pour encourager ou catalyser dans les pays qui les accueillent les tendances à la libéralisation ou à la démocratisation. Bien au contraire».

La solidarité des deux systèmes est également basée sur la dette soviétique, laquelle s'accroît d'un milliard et demi par an.

Après avoir noté que les vrais centres de décision n'appartiennent pas aux «technocrates», qui ne disposent que d'un pouvoir parcellaire, mais qu'ils restent la manifestation de la propriété et de la domination (qu'elles procèdent de l'Etat ou du Capital) Levinson envisage donc la *«convergence»* comme une consolidation des pires éléments des deux systèmes, plutôt qu'une amélioration pour la classe ouvrière. Il souhaite un débat franc et public sur le problème de la détente.

Les multinationales et leurs complices dont nous avons vu la puissance tout au long du livre, permettront-elles un semblable débat? Quel cas feraient-elles de ses conclusions?

On peut s'interroger sur la signification d'un tel débat.

Le vrai débat c'est celui qui s'instaurera inévitablement lorsque la classe ouvrière internationale exigera des comptes aux dirigeants capitalistes ou bureaucrates.

Gérard MAHÉ.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
Nouvelle Série - Mensuel
Prix: le numéro, 3,00 F; Abonnement 10 numéros : 25,00 F; Abonnement de soutien : 60,00 F
C. C. P. ROUYER Claude N° 3 894 46 V NANTES
CORRESPONDANCE : Serge MAHE, 12, rue du Danube 44300 St-HERBLAIN - Tél.: 40-22-78
Le Gérant : A. HEBERT
Imprimerie AUNEAU - NANTES